



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE UA-HUKA
séance du 14 août 2025**

NOMBRE DES MEMBRES		
En exercice	Présents	Votants
14	10	10

Présents
OHU Nestor FOURNIER Sylvain TEIKITEEPUPUNI Paul TEATIU Roland BROWN Gabrielle SCALLAMERA Florentine TEIKITEEPUPUNI Firmin TEPEA André TAMARII Noéline KAIHA Anne-Marie

Absents excusés
AUNOA Ranka BROWN André TEATIU Anne-Marie TEATIU Antonina

Absents

Secrétaire de séance
Sylvain FOURNIER

objet
Délibération 056/2025 Portant création de postes budgétaires occasionnels pour l'année 2026.

Acte rendu exécutoire après transmission au Représentant de l'Etat via le portail @CTES :
Le 14 AOUT 2025
Et publication ou notification
Du 14 AOUT 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 14 août, le conseil municipal de la commune de Ua Huka, régulièrement convoqué le 11 août (affichage le 11 août) conformément à l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, s'est rassemblé dans le lieu habituel des séances, sous la présidence de Monsieur Nestor OHU, Maire

Exposé des motifs

Le Maire rappelle qu'il appartient à l'organe délibérante de la commune de créer les postes budgétaires permettant de recruter des fonctionnaires.

Il dépend donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services communaux.

Afin de faire face aux besoins en personnel liés au surcroît d'activités communales, du service restauration scolaire, du service des enlèvements des ordures ménagères, du service technique, du service de l'eau, du service administratif et sécurité publique, le Maire propose la création de trente (30) postes budgétaires occasionnels en catégorie D, quatre (4) en catégorie C, à temps complet (39/39).

Les agents non titulaire (A.N.T) pourront être recrutés sur ces postes au cours de la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

VU

- ✓ La loi n°71-1028 du 24 décembre 1971 modifiée, relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n°31/AA du 6 janvier 1972 ;
- ✓ La loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française complétée par la loi n°2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi n°2007-1719 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;
- ✓ L'ordonnance 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, et notamment l'article 8 ;
- ✓ L'ordonnance 2007-1434 du 5 octobre 2007 portant extension des premières, deuxième et cinquième parties du CGCT aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et leurs établissements publics ;
- ✓ Le code général des collectivités territoriales (« C.G.C.T ») applicables aux Communes de Polynésie Française ;
- ✓ Le décret n°2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

LE CONSEIL MUNICIPAL
Après en avoir délibéré

	POUR	CONTRE	ABSTENTION
RESULTAT DU VOTE	10	00	00

Article 1 APPROUVE la création de trente (30) postes budgétaires d'agents occasionnels de catégorie D et de quatre (4) de catégorie C, à compter du 1^{er} août 2026 et ce jusqu'au 31 décembre 2026 :

AGEDI Dépôt POLYNESIE FRANCAISE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 15/08/2025 987-200013605-20250814-DE_56_2025-DE

Cadre d'emploi	Grade	Eche lon	Spécialité	Emploi occupé	Durée	Nbre d'emplois	Durée hebdoma daire de service
TEMPS COMPLET							
D	AGENT	1	Technique	Agent technique	12 mois	26	39 H
D	AGENT	1	Sécurité publique	Agent de service public	12 mois	2	39 H
D	AGENT	1	Administratif	Agent administratif	12 mois	2	39 H
C	ADJOINT	1	Technique	Agent technique	12 mois	2	39 H
C	ADJOINT	1	Administratif	Agent administratif	12 mois	2	39 H

Article 2 INSCRIT les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales des agents recrutés comme suit :

CHAPITRE	ARTICLE BUDGETAIRE	LIBELLE
011	6336	Cotisations au Centre de Gestion et de Formation de la fonction publique communale
	64131	Rémunérations du personnel non titulaire (« Agent Non Titulaire »)
	6451	Cotisations patronales à la CPS

Article 3 DIT que conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif de Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre la présente décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification ainsi que sa transmission au représentant de l'Etat en Polynésie française.

La juridiction administrative compétente peut être aussi saisie par application de « Télérecours citoyens » accessible à partir du site : www.telerecours.fr .

Article 4 CHARGE le Maire ou son représentant et la Cheffe de la Trésorerie Des Archipels, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, affichée et communiquée partout où besoin sera.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits et ont signé au registre les membres présents.

Le Maire

Nestor OHU

